

COMMUNIQUE DE PRESSE

TENDANCES ÉCONOMIQUES

ANALYSES ET PRÉVISIONS CONJONCTURELLES, DÉCEMBRE 2009

BREF APERÇU DES RÉSULTATS DE L'ANALYSE



La reprise mondiale s'amorce

Déjouant les pronostics presque unanimement pessimistes posés encore il y a quelques mois, l'effondrement de l'activité économique mondiale semble être arrivé à son terme au sortir de l'été. L'évolution d'un ensemble d'informations conjoncturelles favorables laisse même présager une reprise de l'économie mondiale dès la fin de cette année. Cette reprise se confirme dans les comptes nationaux de la plupart des économies avancées, fragile encore, mais plus précoce qu'anticipée.

Ces meilleures perspectives s'expliquent par l'ampleur des politiques publiques mises en oeuvre tant par les pays industrialisés que par les économies émergentes. D'une part, la réaction rapide des banques centrales, déterminées à jouer pleinement leur rôle de prêteur en dernier ressort, au travers d'une politique exceptionnellement accommodante (réductions drastiques des taux d'intérêt et mesures non-conventionnelles), a permis une normalisation de la situation des marchés financiers. D'autre part, l'adoption généralisée de plans de relance a probablement enrayeré une spirale baissière de la demande mondiale. Aux Etats-Unis, les effets du programme de prime à la casse semblent ainsi avoir largement dépassé le cadre des ventes automobiles pour apporter un soutien important à l'ensemble de la demande intérieure américaine. Dans la Zone euro, des mesures semblables ont probablement contribué à freiner la chute de la demande intérieure. Enfin, le dynamisme des économies asiatiques émergentes, qui se sont montrées remarquablement résilientes à la récession mondiale, devraient permettre une relance plus rapide que prévue des échanges internationaux, qui s'étaient brutalement arrêtés à la fin 2008.

Cependant, si le climat conjoncturel s'est nettement amélioré, il faut se garder de tout optimisme démesuré. Nous entrons vraisemblablement dans une période de croissance lente. Les plans de relance n'ont qu'un effet temporaire sur l'activité économique alors que les larges capacités de production, la forte dégradation du marché du travail et la probable persistance de forts taux de chômage pèseront longtemps encore sur la croissance. En outre, les politiques budgétaires pourraient être suivies de mesures d'austérité visant à lutter contre l'accroissement rapide des dettes publiques.

Dans ce contexte, nous anticipons une croissance modérée du PIB de la Zone euro en 2010, qui ne devrait pas dépasser +0,9%, après une terrible année 2009, qui l'avait vu plonger jusqu'à -4,0%. Bien que la reconstitution des stocks viendra soutenir la demande intérieure de la Zone euro, c'est la reprise du commerce extérieur qui sera le moteur de la croissance européenne. Aussi, l'appréciation de l'euro, notamment vis-à-vis du dollar, fait peser un risque sur la fragile dynamique de reprise. A l'inverse, la faiblesse de la monnaie américaine protège partiellement l'Europe de la hausse des prix des matières premières et favorise la relance des échanges commerciaux globaux, en renforçant la croissance américaine.

La chute de l'activité épargne relativement l'emploi wallon en 2009

C'est en quelque sorte un scénario semblable à la Zone euro qui se dessine en Wallonie, avec cependant certains accents spécifiques. Ainsi, le PIB wallon a fait preuve, ces dernières années notamment, d'une réactivité moindre aux variations conjoncturelles, profitant par exemple moins de la dernière phase de haute conjoncture qui s'est terminée en 2007. L'activité wallonne s'est toutefois vue rattrapée par la crise à la fin de l'année 2008, malgré les signes d'amélioration du commerce extérieur et des investissements notamment, qui étaient apparus en début d'année. Mais, c'est surtout en 2009 qu'une relative résistance de la Wallonie est perceptible.

Certes, avec un recul de -2,8%, l'économie wallonne n'échappe évidemment pas à la profonde récession induite par la contraction brutale des échanges internationaux et qui s'est transmise à l'ensemble des composantes privées de la demande. Cependant, le marché du travail résiste presque tout au long de l'année, en Wallonie mieux encore qu'au niveau belge.

En Wallonie, comme en Belgique, la préservation de l'emploi est liée au recours accru par les employeurs à des mesures de réduction de la durée du travail (y compris le chômage temporaire). Amorcée dès 2007 dans les trois régions du pays, la diminution de la durée moyenne de travail s'est amplifiée tout au long de l'année 2008. Elle aurait contribué ainsi à la diminution du volume total d'heures prestées par les travailleurs wallons, entamée au cours du dernier trimestre 2008, précédant de quelques mois la réduction du nombre d'emplois, enregistrée, elle, à partir du deuxième trimestre de cette année. Néanmoins, tant en volume qu'en nombre de travailleurs, la décroissance de l'emploi s'est avérée moins forte et plus tardive en Wallonie que dans le reste du pays.

Au premier trimestre de 2009, la résistance de l'emploi wallon, par rapport à l'emploi flamand par exemple, est clairement attribuable à la structure sectorielle de l'économie. Moins spécialisée que la Flandre dans les industries les plus touchées par la crise, la Wallonie affiche encore au premier trimestre une légère hausse de l'emploi de +0,1% en rythme annuel, contre -0,3% en Flandre. Au regard des évolutions internes à chaque branche d'activité, légèrement moins favorables en moyenne, on peut penser que la baisse de l'emploi aurait été proportionnelle, voire plus négative encore, si la structure d'activité wallonne avait été identique à celle du nord du pays.

Les premières données du deuxième trimestre et l'évolution du chômage au troisième trimestre laissent penser que cet effet de structure favorable à la Wallonie a perduré durant le reste de l'année 2009. En dépit de l'ampleur exceptionnelle de la crise, l'emploi wallon n'aurait ainsi reculé globalement que de -0,3% sur l'ensemble de l'année. Cependant, cette évolution moyenne masque la forte diminution de la population occupée wallonne, de quelques 14 000 personnes entre ce dernier trimestre 2009 et la situation douze mois plus tôt.

Croissance modérée en 2010 pour un marché du travail déprimé

Si l'apparition des premiers signes de reprise de l'activité nous incite à avancer notre précédent scénario prévisionnel d'environ six mois et à ne plus envisager une chute rapide de l'emploi, les effets négatifs de la crise sur le marché du travail risquent cependant de perdurer, revers de la résilience actuelle, d'une structure sectorielle relativement plus inerte et des diminutions récentes de la productivité. Aussi, nous n'envisageons pas un arrêt des pertes nettes d'emplois, d'un trimestre à l'autre, avant la mi-2010, comme le suggère aujourd'hui la stabilisation de la plupart des indicateurs avancés relatifs à l'emploi. Enfin, en tenant compte de l'évolution relativement rapide de la population active wallonne, on peut estimer la hausse du nombre de chômeurs à 26 000 personnes en 2010 en moyenne, contre 9 100 personnes en 2009.

Cette prévision de l'emploi est en net décalage par rapport à une reprise de l'activité qui se renforce en cette fin d'année, principalement grâce au soutien du commerce international. Compte tenu des perspectives de la demande extérieure, la croissance des exportations devrait se confirmer en 2010 (+5,6%). Cependant, la contribution nette du commerce extérieur s'atténuerait au profit de la reconstitution des stocks de produits finis. Écoulés plus tardivement que dans le reste du pays, les stocks de l'industrie wallonne ont en effet atteint à leur tour aujourd'hui un niveau plancher et devraient donc être réalimentés au début de l'année 2010, à la faveur du raffermissement des anticipations de la demande. Leur contribution à la croissance du PIB passerait de la sorte de -1,2 point en 2009 à +0,6 point en 2010.

Tout comme les embauches, les investissements devraient souffrir d'un certain traumatisme causé par l'ampleur de la crise, sur les capacités et la volonté d'engagement à long terme des entreprises. Les capacités de production excédentaires et les conditions de financement encore tendues laissent penser que la chute des investissements des entreprises enregistrée en 2009 (-4,0%) se poursuivrait en moyenne en 2010 (-0,5%), bien que de façon atténuée.

Compte tenu de la détérioration des soldes de financement, la contribution du secteur public à la croissance ralentirait, tant pour les investissements que pour la consommation publique, et n'atteindrait plus le niveau de l'année passée.

Enfin, dans un contexte morose pour l'emploi, les ménages wallons devraient adopter un comportement de consommation prudent et dégager une épargne de précaution. Après avoir maintenu leurs dépenses en 2008, en puisant amplement dans leur épargne, les ménages, inquiets, ont préféré restreindre leur consommation en 2009 (-1,7%). La croissance des dépenses des particuliers ne devrait reprendre que modestement en 2010 (+0,6%). Profitant d'un relatif répit de leur situation financière en 2009, les ménages ont ainsi pu reconstituer une partie de leur épargne, qu'ils stabiliseraient en 2010.

Globalement, le profil de croissance adopté pour 2010 en Wallonie table sur une amélioration progressive des taux de croissance trimestriels entre les second et quatrième trimestres, après que se soit estompé l'effet – par nature transitoire – de la variation des stocks, qui jouerait surtout au premier trimestre. En moyenne, la croissance du PIB wallon s'élèverait ainsi à +1,2%.

Tableau 1.1 – Affectation du PIB : prévisions du taux de croissance annuel en volume

	2009			2010		
	Zone euro	Belgique	Wallonie	Zone euro	Belgique	Wallonie
Dépenses de consommation finale privée	-1,0	-1,7	-1,5	0,0	0,5	0,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,3	1,5	1,5	1,1	0,8	0,8
Formation brute de capital fixe	-10,6	-3,3	-3,5	-1,0	-0,4	-0,8
des entreprises, indépendants et ISBL	-13,2	-5,0	-4,0	-0,5	-0,1	-0,5
des ménages	-10,3	-2,3	-4,9	-3,9	-0,7	-1,4
des administrations publiques	2,4	9,5	5,8	1,8	-2,3	-1,4
Variation des stocks ⁽¹⁾	-0,6	-1,1	-1,2	0,2	0,4	0,6
Exportations nettes de biens et services ⁽¹⁾	-0,9	-0,6	-0,4	0,7	0,4	0,4
Exportations	-	-12,1	-15,6	-	5,3	5,6
Importations	-	-11,8	-15,9	-	4,9	5,4
Produit intérieur brut aux prix du marché ⁽²⁾	-4,0	-3,1	-2,8	0,9	1,2	1,2
Emploi	-1,6	-0,6	-0,3	-1,1	-0,9	-0,8

(1) Contribution à la croissance annuelle du PIB.

(2) Variation annuelle corrigée pour les jours ouvrables.

Sources : OCDE pour la Zone euro, données ICN et estimations IWEPS pour la Belgique et la Wallonie

Prévisions de l'IWEPS arrêtées au 07.12.2009.



Cette nouvelle publication de l'IWEPS sera disponible gratuitement sur simple demande auprès de l'IWEPS par e-mail : info@iweps.be à partir du 24 décembre 2009.

Elle est déjà téléchargeable sur le site internet www.statistiques.wallonie.be